

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Abonnés	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000



# La réaction des syndicats étudiants et lycéens scrutée à la loupe

MARIE-ESTELLE PECH [@MarieEstellePech](#)

LES SYNDICATS étudiants (Unef) et lycéens (l'UNL et la FIDL) ont d'ores et déjà appelé à une journée d'action le 16 novembre aux côtés de la CGT et de FO. Parmi les mots d'ordre affichés : la « remise en cause des droits à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une forme de sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur ». Leur attitude est scrutée à la loupe par le gouvernement et les présidents d'université. Pour le moment, la pétition lancée par l'Unef, deuxième syndicat étudiant derrière la Fage, ne fait pas tache d'huile. Elle comptait dimanche environ 1 000 signatures pour protester contre une potentielle sélection.

Si pour ces quatre syndicats, tous proches de la gauche, Fage, Unef, FIDL et UNL, la notion même de « sélection » demeure un tabou à des degrés divers, les spécialistes du monde universitaire, à commencer par les présidents d'université, partisans d'une réforme, ne cessent de se rassurer en fustigeant « leur faible représentativité ». D'autant plus que, selon les sondages récurrents sur le sujet, les Français sont favorables à l'idée d'une sélection. Les adhérents de l'Unef représentent à peine 1 % des étudiants, ceux des trois principaux syndicats lycéens 1 % également. Et seuls 8 à 9 % des jeunes participent chaque année aux votes de leurs représentants.

Pour autant, pendant le CPE, la loi sur l'autonomie de Valérie Pécresse ou la loi travail l'an dernier, ils étaient bien présents dans la rue, pas si nombreux, mais attisant ou calmant les turbulents mouvements d'extrême gauche ou anarchistes. Sans surprise, la gauche radicale, via les Insoumis, tente également depuis cet été de s'implanter dans les universités via des « groupes d'appui ». Le parti annonce des dizaines de militants dans des universités comme Montpellier, Marseille, Nanterre, la Sorbonne, etc. Des militants qui succè-

mandé la création d'un groupe La France insoumise au sein de ce syndicat proche de l'aile gauche du Parti socialiste. Des membres que la direction, considérée comme proche de l'aile gauche du Parti socialiste, a vite remerciés. Couvée par la CFDT, la Fage, premier syndicat étudiant, a quant à elle gauchisé son discours ces derniers temps, la nature ayant horreur du vide. Mais elle n'a pas pour habitude de jouer les frondeuses.

Dans les lycées, où la gauche radicale et Sud comptent traditionnellement beaucoup de relais, les mouvements ne partent jamais des syndicats lycéens, proches de l'Unef et de la gauche, mais toujours de mouvements sporadiques et spontanés issus des « antifas ». « La réforme programmée du baccalauréat et celle de l'entrée à l'université peuvent légitimement les inquiéter. Ils sont bien plus concernés que les étudiants », estime Olivier Vial. Mais le plus grand risque, estime-t-il « c'est surtout que le fantasme de ces mobilisations fasse que le gouvernement reste au milieu du gué ».

Quoi qu'il en soit, pour l'Unef ou la Fage, c'est le « libre choix » qui doit être laissé au bachelier : « Si l'ambition est la réussite de tous, alors l'étudiant doit avoir la décision finale, car on ne peut réussir ce que l'on subit », dit Jimmy Losfeld, le président de la Fage, quand Lilâ Le Bas, la présidente du syndicat étudiant Unef, considère que la solution qui garantit un accès libre à tous les bacheliers à l'université « est la seule acceptable ». ■



LE FIGARO/OLIVIER TAI SAFFRANOFF

“L'étudiant doit avoir la décision finale, car on ne peut réussir ce que l'on subit”

JIMMY LOSFELD, PRÉSIDENT DE LA FAGE

dent à la LCR et au Front de gauche, autrefois implantés dans les universités, ainsi que le syndicat Sud.

Pour autant, si mobilisation il y a, ce n'est pas tant du côté des universités que cela pourrait se passer que du côté des lycées, le « seul endroit vraiment à risque », prédit Olivier Vial, président de l'UNI, le syndicat étudiant de droite, fin connaisseur des mouvements étudiants. Les campus sont pour le moment « atones » et l'Unef est affaiblie pour des raisons internes. En juillet dernier, huit membres du bureau national ont de-